



Rapport du projet PEPS: Adaptation aux Risques environnementaux et Injustices Socio-Environnementales en milieu urbain : une approche par la " vie ordinaire " des espaces (ARISE-Urb)

Laura Centemeri

► To cite this version:

Laura Centemeri. Rapport du projet PEPS: Adaptation aux Risques environnementaux et Injustices Socio-Environnementales en milieu urbain : une approche par la " vie ordinaire " des espaces (ARISE-Urb). 2014. hal-01016075

HAL Id: hal-01016075

<https://hal.science/hal-01016075>

Submitted on 27 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport du projet PEPS: Adaptation aux Risques environnementaux et Injustices Socio-Environnementales en milieu urbain : une approche par la « vie ordinaire » des espaces (ARISE-Urb)

Laura Centemeri, CR2, LAMES (CNRS/AMU)

Janvier 2014

Les questions de la recherche	2
La construction d'un cadre conceptuel pour appréhender l'adaptation à l'environnement comme problème politique et moral	3
Tester le cadre d'analyse sur des terrains d'enquête sur les risques environnementaux et les transformations de la ville.....	6
De l'injustice socio-environnementale ordinaire aux « utopies modestes » de la transition écologique	10
Synthèse des résultats et développements ultérieurs envisagés	13
Liste des activités du projet et valorisation	16

Les questions de la recherche

Le point de départ du projet ARISE-Urb a été le constat de l'émergence d'une nouvelle terminologie dans les politiques publiques en matière d'environnement. Il s'agit de la terminologie de *l'adaptation* et de la *résilience* face aux effets du *changement climatique*. Cette terminologie va s'ajouter à celle de la *vulnérabilité* aux *risques environnementaux*, étant donné que les effets du changement climatique se présentent sous l'angle de l'intensification de risques déjà existants ou de la définition de nouveaux risques.

La terminologie de l'adaptation et de la résilience investit tout particulièrement les villes. Selon l'ONERC : « les villes sont souvent des pôles de vulnérabilité particulièrement marqués ». Des transformations importantes des villes sont donc pressenties au nom d'une double exigence : celle de politiques d'adaptation au changement climatique, définies sur base locale ; celle de mesures de mitigation de ce même changement, mesures qui recouvrent l'ensemble des actions visant à promouvoir la transition énergétique et qui sont normalement impulsées depuis le niveau national voire international.

Les villes sont incitées alors à devenir progressivement des « laboratoires » de la transition énergétique et de l'adaptation, à travers la promotion d'expérimentations socio-techniques. L'adaptation tend à devenir un cadre de justification d'une action publique qui vise à transformer l'environnement des villes et, conséquemment, un enjeu de critique et de mobilisations. *La transformation envisagée sous le label d'adaptation est en fait inextricablement environnementale et socio-économique.*

Le projet Arise-Urb naît du constat que les sciences sociales ont été prises de court par l'adaptation. Plus en général, il est vrai que les terminologies aujourd'hui utilisées pour encadrer la question des rapports des sociétés à leurs environnements sont tributaires de concepts issus des sciences de l'ingénierie ou de la géographie physique tels que risque, vulnérabilité, résilience et adaptation. Vis-à-vis de ces concepts, les sciences humaines et sociales ont fréquemment du mal à faire remonter les enjeux politiques (et moraux) impliqués par les phénomènes que ces concepts décrivent. C'est le cas notamment des défis que la prise en compte de l'environnement et ses problèmes fait surgir dans le champ des théories de la justice.

En suivant Gagnol et Soubeyran (2012, p.8) : « L'engouement récent pour la question de l'adaptation devient une injonction pour les sphères politiques, organisationnelles, professionnelles et académiques. Et cette injonction, si on ne prend pas le temps de la mettre à distance, n'est pas sans risque idéologique ». La question qui se pose est : « Quels sont les critères à partir desquels on peut juger de l'adaptation ou de la capacité d'adaptabilité d'un territoire et, à l'inverse, de son inadaptation ? »¹

L'objectif principal du projet Arise-Urb a été alors d'ouvrir un espace de discussion autour de la définition d'un cadre d'analyse de *l'adaptation à l'environnement* du point de vue des sciences humaines et sociales, à même de mettre en évidence *la complexité normative* de ce concept.

Dans la littérature sur le changement climatique, l'adaptation est considérée comme :

« adjustment in natural or human systems in response to actual or expected climate stimuli or their

¹ Gagnol L. et O. Soubeyran. 2012. "S'adapter à l'adaptation. La condition sahélienne à l'épreuve de l'injonction au changement climatique". Géographie et cultures, 81, mis en ligne le 26 février 2013, consulté le 14 août 2013. URL : <http://gc.revues.org/200> ; DOI : 10.4000/gc.200

effects, which moderates harm or exploits beneficial opportunities » (McCarthy et al. 2001, p. 982).²

Cette définition conduit à un traitement de l'adaptation comme problème écologique, économique et technologique qui peut être décrit à partir de définitions objectives (au sens de fondées dans des savoirs techno-scientifiques) de ce qui est bien (ou bénéfique) et de ce qui est dommage. Cela conduit à définir des seuils quantifiés (*thresholds*) de ce qui est acceptable ou pas au nom de l'adaptation. En particulier, l'analyse coûts-bénéfices semble s'imposer comme un instrument central pour l'évaluation de la « bonne adaptation ».

La construction d'un cadre conceptuel pour appréhender l'adaptation à l'environnement comme problème politique et moral

Une première étape dans le projet a été celle de mettre en évidence que le débat autour des questions d'adaptation au changement climatique rejoint le débat plus général sur le pluralisme de valeurs environnementales et les *problèmes d'incommensurabilité* que ce pluralisme fait surgir dans le cadre de la décision publique.³

Comme toute question qui touche à l'environnement, l'adaptation au changement climatique ne peut pas échapper à la complexité normative qui trouve son origine dans *la pluralité de biens et de capacités qui sont garantis par les rapports pluriels des êtres humains à leurs environnements*.⁴ Cela implique que, dans la définition des « limites de l'adaptation », ces limites sont aussi sociales. Elles sont définies dans le cadre d'un pluralisme de « biens communs » envisageables comme critères d'évaluation de la « bonne adaptation », mais également d'un pluralisme d'intérêts et de modes de tenir à l'environnement et d'en faire l'expérience (en y incluant l'attachement au lieu), et d'un pluralisme de modes de connaître et de représenter le futur.⁵

Concevoir l'adaptation comme une question non pas simplement de *seuils* mais de *limites* ouvre sur le problème de la définition politique (et pas simplement technique) de ces limites, et sur comment concevoir une gouvernance globale de l'adaptation (et de la mitigation) qui soit ouverte à un pluralisme non seulement d'intérêts portés par des « stakeholders » mais de *modes de mise en valeur de l'environnement*.

La prise en compte de ce pluralisme implique de considérer également les limites d'une logique du « trade-off » et l'existence de pertes irréparables, ainsi que la question sociale et politique de comment traiter cet irréparable. Plus en général, penser en terme de « limite » - et non seulement de « seuil » - implique de soulever la question de la progressive puissance qui est attribuée dans nos sociétés à des outils de décision basés sur la quantification et la commensuration (indicateurs, classement, objectifs quantifiés). Tout en reconnaissant la puissance de coordination que ces instruments semblent assurer, il faut s'interroger sur le type de transformation du réel qu'ils induisent et qui se

² McCarthy J.J., Canziani O., Leary N.A., Dokken D.J., White K.S. (eds.) 2001. *Climate change 2001: impacts, adaptation and vulnerability*. IPCC working group II. Cambridge University Press, Cambridge.

³ Centemeri L. forthcoming "Reframing problems of incommensurability in environmental conflicts through pragmatic sociology", *Environmental Values*.

⁴ O'Neill J., A. Holland and A. Light. 2008. *Environmental Values*. London and New York: Routledge.

⁵ Adger W.N., Dessai S., Goulden M., Hulme M., Lorenzoni I., Nelson D.R., Naess L.O., Wolf J., Wreford A., 2009, « Are there social limits to adaptation to climate change? », *Climatic Change*, 93: 335–354.

traduit par une perte de pluralisme des langages et des pratiques de mise en valeur de l'environnement. L'impact de cette perte de pluralisme sur la durabilité environnementale des modes d'action et d'organisation des communautés humaines n'est pas suffisamment investigué.

Il a donc été nécessaire de travailler à définir un cadre conceptuel pour appréhender « l'adaptation à l'environnement » à même d'en prendre en compte les implications politiques et morales.

Notons d'abord que « adaptation » est un concept qui appartient au vocabulaire classique des sciences sociales. En sociologie, il a été utilisé pour indiquer les processus d'acculturation et d'intégration aux nouvelles logiques de l'organisation sociale produites par la modernisation industrielle. Notons donc que cette réintroduction de la question de l'adaptation (dans le rapport à l'environnement) fait l'économie du fait que ce concept est chargé d'une longue histoire ayant abouti à une « polysémie interdisciplinaire » (Simonet, 2009 : 398). Cette polysémie est aujourd'hui la source d'une certaine ambiguïté qui entoure le concept d'adaptation (par certains critiqué comme étant « vaseux »).⁶

La piste explorée par le projet a été celle d'adopter *une approche pragmatique* pour définir « l'adaptation à l'environnement » comme phénomène de société.

Cela implique de comprendre l'adaptation à partir d'une pluralité de modes de relation de l'être humain à l'environnement, où l'environnement n'est pas à comprendre d'emblée dans le sens de « nature », mais plus largement dans celui de « ce qui entoure ».

L'idée est que, plutôt que de s'en tenir à objectiver un « environnement » auquel on s'adapte, *il s'agit ici de s'équiper pour se saisir d'une relation comme objet d'étude*. L'adaptation renvoie donc, de ce point de vue, à un processus d'ordre relationnel, liant l'être humain à ce qui l'environne, à ses alentours qui sont toujours matériaux et sociaux. L'environnement doit ici alors se comprendre comme ouvert et pluriel, mais paradoxalement aussi, déterminant. Déterminant dans le sens où les capacités d'action et de coordination des êtres humains ne peuvent surgir que dans une relation à « ce qui environne ». Déterminant aussi dans le sens où l'environnement n'est jamais quelque chose de totalement passif (a minima est-il « mouvant »), et qu'une dimension « probante » s'affermirait à son vis-à-vis.

En reprenant la réflexion de Joelle Zask :

« Au lieu d'aborder ce dernier [l'environnement] comme un milieu à consommer, dans lequel puiser des moyens de vie suivant son bon vouloir et ses possibilités, ou comme une entité séparée à laquelle il faudrait reconnaître des droits, l'environnement et les vivants seront donc ici considérés dans leurs interactions réciproques, comme deux plans corrélatifs ».

Cela signifie que *on ne peut pas dissocier le souci de l'environnement du souci de l'individualité*.⁷

Une approche pragmatique implique donc une anthropologie philosophique qui pense l'être humain, ses capacités et vulnérabilités, ses désirs et objectifs, toujours comme dépendants de son être dans un environnement.

Comment alors définir l'adaptation dans ce cadre d'ontologie variable et relationnelle ?

⁶ Simonet G., 2009, « Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques », *Natures Sciences Sociétés*, 4/17, p. 392-401.

⁷ Zask J. 2008. Questions environnementales et participation démocratique. *Raison Publique*, 8: 43.55.

La piste explorée dans le projet est la suivante : prendre comme objet d'étude non pas l'adaptation mais la *contrainte adaptative*.

Par *contrainte adaptative* on entend une condition de crispation de la relation à l'environnement dont un être/organisme fait l'expérience *directe* ou bien *anticipée* et qui potentiellement affecte de façon *permanente* des biens et des capacités que cette relation est censée maintenir. Cette crispation fait donc surgir une inquiétude d'effondrement. Notre condition de *vulnérabilité*, en raison de notre dépendance constitutive à ce qui nous entoure, est à la base du surgissement de contraintes adaptatives.

On pourrait définir la contrainte adaptative comme un *trouble durable* (au sens de persistant) qui surgit dans la relation à l'environnement et qui menace des biens et des capacités. Il s'agit alors de s'interroger sur les cheminements de ce trouble, sur les modes de le qualifier et le mettre en forme comme contrainte adaptative, de le partager, de le communiquer à d'autres, de le problématiser (à travers une *enquête*), jusqu'à le revendiquer éventuellement comme un problème (public).

Etudier comment une « contrainte adaptative » surgit de l'expérience ou bien est impulsée de l'extérieur et va s'ancrer dans l'expérience des acteurs devient donc un chantier d'investigation à juste titre. Il s'agit, par exemple, de s'interroger sur comment la définition d'un risque et sa régulation impliquent de faire exister publiquement un certain nombre de contraintes adaptatives. La définition de la contrainte adaptative est déjà un lieu d'observation de tensions et conflits.

Parallèlement, la réponse à la contrainte adaptative peut conduire à différentes « issues adaptatives ». Il s'agit là d'un passage important, c'est à dire, il s'agit de distinguer une pluralité de réponses possibles à une contrainte adaptative.

La piste explorée par le projet a été de travailler à une réélaboration de la distinction opérée par John Dewey entre « *accommodement* », « *adaptation* » et « *ajustement* ».⁸

Ces trois concepts pointent trois manières différentes de mettre en forme et de répondre à une « contrainte adaptative ».

L'*accommodation* indique une transformation de la relation organisme-environnement dans laquelle l'être/organisme « subit » la contrainte. L'organisme « accommode » l'environnement. Il y a dans l'*accommodation* une dimension d'acceptation des circonstances, donc une passivité. En *accommodant*, on subit, au sens de « on fait avec » la contrainte adaptative. Néanmoins, l'*accommodation* indique également une capacité d'intégration et de collaboration avec ce qui environne. On est confronté ici à toute l'ambiguïté de l'idée de « s'adapter ». L'*accommodement* est en effet un agir selon un « mode d'engagement avec l'environnement » qui se base sur la porosité de la frontière sujet-objet, voire même sur son effacement. Des bienfaits, tout comme leur contraire, sont liés à ce type de relation à l'environnement.⁹

L'*adaptation*, dans le sens de Dewey, indique la subordination de l'environnement aux objectifs de l'organisme. Il y a donc une reconfiguration de la relation organisme-environnement dans la quelle c'est l'environnement qui porte la charge de la réponse à la contrainte adaptative. La contrainte adaptative est donc mise en forme de façon à justifier une transformation active de l'environnement pour qu'il assure des fonctions. L'élément

⁸ Voir les articles correspondants dans *A Cyclopedia of Education*, reproduits dans *The Middle Works of John Dewey, 1899-1924, vol.6 (1910-1911)* (ed J.A. Boydston. Southern Illinois University Press). Cette réélaboration se base sur la lecture donnée à la distinction adaptation, accommodement, ajustement par Hans Joas, dans *The Genesis of Values*, The University of Chicago Press, Chicago (2000).

⁹ On reprend ici l'idée d'une pluralité de « régimes d'engagement » (justification, plan, familiarité, exploration) comme elle a été développée par Laurent Thévenot et son groupe de recherche. Voir Thévenot L. 2006. *L'Action au pluriel*. Paris : La Découverte.

actif de l'organisme est ici central, et la passivité est du côté de l'environnement. C'est dans ce cadre que l'environnement est objectivé, au sens de séparé du sujet. C'est donc l'idée qu'il faut adapter l'environnement à nos besoins (adaptation active).

Avec le concept d'*ajustement*, Dewey s'intéresse à un type de réponse à la contrainte adaptative qu'on pourrait qualifier comme « holistique ». L'organisme dans son ensemble se reconfigure et reconfigure sa relation à l'environnement, à travers un mélange d'accommodement (passif) et d'adaptation (active). On parle d'ajustement quand le changement de la relation organisme-environnement n'est pas simplement orienté à répondre à la contrainte adaptative, mais vise à installer une nouvelle dynamique (assurant des biens et des capacités) qui produit comme résultat, entre autres, la perte de pertinence de la contrainte adaptative originaire.

Tester le cadre d'analyse sur des terrains d'enquête sur les risques environnementaux et les transformations de la ville

On a cherché à tester l'intérêt de ce cadre analytique en le discutant avec des collègues ayant travaillé sur des questions de risques environnementaux et des questions d'aménagement (urbain ou non). Les collègues ont été invités à relire leurs terrains d'enquête à travers le prisme de l'idée de contrainte adaptative, des processus conflictuels de sa mise en forme et des réponses plurielles possibles (accommodement, adaptation, ajustement). On les a ensuite invités à discuter ensemble lors de deux journées d'étude organisées en novembre et décembre 2013 à l'Iméra de Marseille.

A partir de la contribution de ces collègues (anthropologues, géographes et historiens) ayant travaillé sur des questions de risques d'inondation et d'aménagement du territoire (Anne Tricot, Séverine Durand), d'érosion des côtes (Anne Tricot), de coulées de boue (Marc Elie), le « *risque environnemental* » apparaît comme une mise en forme possible pour qualifier une contrainte adaptative et en assurer la prise en compte collective.

A partir de ces contributions on a mis en évidence dans la réponse collective aux risques environnementaux une logique prédominante de « l'adaptation », donc une logique de la transformation de l'environnement et de sa maîtrise, voire son « artificialisation », afin d'éliminer ce qui fait obstacle au déploiement d'objectifs collectifs.

Les travaux de Tricot et Durand montrent comment aujourd'hui des zones inondables (à Lattes et à Nice, France) sont « adaptées » pour y installer de nouveaux quartiers résidentiels (parfois qualifiés d'éco-quartiers) dans le cadre d'importants projets d'aménagement. Dans ces quartiers, c'est plutôt une classe moyenne qui est sensée s'installer. Cela produit un paradoxe vis à vis de la dénonciation, fréquemment portée par les chercheurs s'intéressant aux questions de justice environnementale, qui nous montrent, en d'autres contextes, que ce sont les classes plus défavorisées qui occupent les territoires les plus vulnérables aux risques. Cette observation n'est donc pas généralisable toujours et partout.

Dans le cas étudié par Séverine Durand, l'adaptation de l'espace inondable de Lattes au développement urbain s'accompagne d'une œuvre d'effacement progressive de la mémoire du passé inondable du lieu et d'une technicisation de la question du risque environnemental dont les habitants ne doivent pas se soucier. La maîtrise du risque est donc présentée comme assurée par l'application de solutions technologiques, sur lesquelles s'exerce une veille experte par moyen d'instruments techniques. Ce sont d'autres soucis qui préoccupent davantage les habitants, notamment les soucis de sécurité. Cela les conduit à entourer leur domicile de murs et protections, par exemple, ce qui dans un terrain inondable augmente la vulnérabilité des habitants en cas d'inondation ! Donc, rien dans la construction de cette ville nouvelle (et modèle !) n'est en relation avec la possibilité d'inondation. La dimension de l'accommodement est absente.

Le passage par un cas du passé nous permet de mieux analyser la différence entre des solutions de pure adaptation, et des solutions qui intègrent des éléments

d'accommodement. Il s'agit du cas étudié par Marc Elie : la réponse donnée dans les années 1960 au risque de coulées de boue produites par la fonte des glaciers qui menaçaient de détruire la ville d'Alma Ata, ancienne capitale du Kazakhstan soviétique. Elie montre comment deux réponses possibles se dessinent face à la contrainte adaptative représentée par le risque catastrophique des boues. D'un côté, une réponse d'adaptation, au sens d'un contrôle sur l'environnement exercé par un lourd investissement technologique : la construction d'une digue gigantesque qui bloque complètement les coulées de boue. La construction d'une digue majestueuse qui met à l'abri la ville de Alma Ata va permettre ensuite un développement urbain libre de contraintes. De l'autre côté, il y a la formulation d'une réponse qui passe par un zonage qui dessine des limites au mode de développement urbain, et qui implique un ajustement de la ville et de son développement à la possibilité de coulées de boue. Il s'agit de penser un aménagement du territoire qui laisse la possibilité que les coulées de boue se produisent, en limitant leur portée destructrice : en créant de petits barrages et en prévoyant des espaces inondables, des espaces d'accommodement. Le travail d'Elie nous permet de voir comment les deux réponses (adaptation et ajustement) sont en relation à deux configurations différentes d'acteurs politiques et scientifiques, plus ou moins proches des pouvoirs centraux, qui sont porteurs non seulement d'intérêts mais également d'imaginaires technologiques et environnementaux différents. Dans la manière de qualifier la contrainte adaptative et d'y répondre, la dimension de l'imaginaire semble donc jouer un rôle important.¹⁰

Comme le montrent les cas étudiés par Anne Tricot en Bretagne, à Gavres, et par Laura Centemeri et Eduardo Basto à Furadouro en Portugal, l'artificialisation qui a permis de transformer des côtes mobiles en côtes fixes, à partir des années 1960, contribue aujourd'hui à faire exister le risque d'érosion des côtes. C'est donc l'adaptation d'un environnement mobile à des exigences de fixité afin de supporter des fonctions répondant à des contraintes de développement économique, qui aujourd'hui contribue à expliquer l'existence d'un risque d'érosion, par ailleurs accru par des phénomènes en relation avec le changement climatique (montée des eaux des océans ; tempêtes). Dans le cas portugais, les habitants de Furadouro partagent une même demande adressée à l'Etat. Ils demandent une lourde intervention technique (des barrières de protections) capable de mettre à l'abri leur côte. Il s'agit d'une solution d'adaptation qui, tout en les protégeant du risque d'érosion, les protège aussi du besoin de collaborer (les rapports de proximité étant marqués par des inimitiés diffuses) et de discuter collectivement des implications de cette stratégie adaptative. Le problème lié à l'impossibilité économique d'assurer la même protection sur toute la côte - et donc la nécessité de définir les sites à protéger et les sites à abandonner - est complètement absent du débat local et national, bien qu'étant connu de tout le monde. Dans le cas de Gavres, par contre, les habitants assure une veille continue du phénomène de l'érosion, sur la base de leur connaissance de proximité de l'environnement (de la plage et de l'océan) et de leur expérience sensible du lieu, qui permet d'identifier des situations potentiellement critiques (à partir d'un certain bruit des vagues reconnu comme signal d'un risque, d'un changement de la couleur du sable). Il y a donc des éléments d'accommodement, et pas uniquement d'adaptation, face à la contrainte de l'érosion, au sens où l'érosion est intégrée dans des modes d'être habitant du lieu qui en sont donc conditionnés. Ici aussi on peut reconnaître des traces d'un ajustement à une contrainte adaptative.

A travers le cas de la reconstruction de la Nouvelle-Orléans après la catastrophe de l'ouragan Katrina, Samuel Bordreuil discute la lutte de populations urbaines qui demandent à pouvoir reconstruire leur vie (individuelle et collective) dans des quartiers

¹⁰ L'importance d'explorer les imaginaires socio-techniques pour comprendre comparativement les politiques publiques (en matière de choix technologique) est soulignée par Sheila Jasanoff.

détruits par l'inondation et que les autorités pensent transformer en zones vertes en raison de leur vulnérabilité physique. Cette lutte pour la reconstruction est une forme de résistance à un changement de la ville qui se fait par l'exclusion de populations défavorisées et par l'effacement d'une mémoire des lieux. Les questions de justice dans la réponse à une contrainte adaptative sont ici très visibles : on fait peser les coûts de l'adaptation du territoire d'abord sur des populations déjà défavorisées. La reconstruction en zones inondables se fait néanmoins, non sans controverses, et en suscitant de nouveaux problèmes. Elle se fait avec des amorces d'un souci de « préparation » à la possibilité d'une nouvelle catastrophe. Concrètement il s'agit d'innovations architecturales introduites ici et là (des maisons sur pilotis) ; il s'agit également d'innovations au niveau de la flore, au sens d'expérimentations qui se mènent sur des plantes qui absorbent l'eau. Cela configure des tentatives de reconquête du delta sur la mer et un (re)ajustement de la ville à son environnement. Le cas de la Nouvelle-Orléans nous permet également de montrer comment les questions environnementales et économique-sociales sont toujours étroitement liées dans la réponse à une contrainte adaptative. L'adaptation diffère donc de l'ajustement aussi en raison du type de développement socio-économique qu'elle soutient. Il n'en reste pas moins que le laisser-faire qui accompagne la reconstruction à la Nouvelle-Orléans soulève à nouveau des problèmes de justice : les pauvres ont moins de moyens pour « se préparer ». Il conduit également à un questionnement sur les transformations de la responsabilité de l'Etat en cas de catastrophe et aux conséquences de la privatisation de la protection contre les risques.

Le rapport entre risques environnementaux et dynamiques socio-économiques est bien exemplifié dans les terrains indiens évoqués par Blandine Ripert, notamment à partir des problèmes d'approvisionnement d'eau dans la ville de Chennai. Face aux contraintes issues d'une volonté politique d'aider le développement économique, l'Inde connaît aujourd'hui une transformation importante de ses territoires et des modes d'y vivre. Ces transformations sont guidées par des logiques d'adaptation de l'environnement aux exigences de la production économique. Un exemple est la construction d'énormes parcs technologiques partout dans le pays. Ces transformations, dans un contexte très hiérarchisé, ont produit une situation d'accès aux ressources environnementales très inégale. Un vaste programme de construction de barrages a produit des millions de déplacées, avec des conséquences énormes sur la société et l'environnement. L'Inde apparaît donc comme un contexte dans lequel les questions de justice socio-environnementale sont aujourd'hui des questions majeures. La logique de l'adaptation aux contraintes du développement économique prime dans la manière de gouverner les territoires et les sociétés, ce qui va produire la prolifération de modes d'accommodement à l'adaptation. Le cumul de demandes d'accommoder l'adaptation va créer une pression sur les communautés et leurs environnements qui conduit au final à des effondrements individuels (les suicides des agriculteurs dans le Tamil Nadu) et collectifs (des communautés contaminées et des situations de crise sanitaire).

En continuant à interroger le lien économie-environnement, le travail de Marc Breviglieri sur la « ville garantie » explore des transformations qui investissent aujourd'hui l'espace des villes à l'époque du capitalisme de la globalisation. Ces transformations vont dans le sens de la standardisation « certifiée » de l'espace urbain et de ses qualités. Breviglieri nous invite à réfléchir sur la transformation des villes – et tout particulièrement des centres villes – en « marchandises », prêtes à être consommées par des « consommateurs », touristes ou bien individus mobiles qui circulent à l'échelle globale en raison de leurs professions (artistes, cadres supérieurs). De là, la prolifération d'indicateurs qui permettent de juger des qualités de l'espace urbain de manière universelle et « objective ». Des classements sont alors produits sur l'attractivité des villes.

A partir de ses terrains d'enquête dans le quartier des Grottes, à Genève, et dans le quartier de Anjos, à Lisbonne, Breviglieri s'interroge sur comment les « contraintes adaptatives » induites par ces certifications s'accompagnent de transformations de l'espace urbain qui l'adaptent aux standards, au sens où elles l'aseptisent et en éliminent

la « profondeur troublante ». La ville est donc transformée pour être attractive et facile d'accès pour tout le monde, selon les principes d'un « libéralisme normalisateur ». Elle se doit bien évidemment d'être garantie contre les risques (environnementaux ou non). L'accommodement à l'espace et de l'espace, qui est nécessaire à l'habitation et à l'habiter, et qui est visible dans des « architectures d'usage », laisse alors la place à une adaptation de l'espace à des fonctions et des standards de qualité certifiée. Les architectures d'usage sont figées dans la patrimonialisation de l'authentique au bénéfice des touristes. Dans ce cadre, la réponse aux enjeux d'environnement auxquels les villes sont confrontées peut jouer dans le sens de renforcer un gouvernement de la ville par les indicateurs de qualité. La puissance de ce « gouvernement par l'objectif » (Thévenot) et d'une logique gestionnaire dans la décision publique (Ogien) induise une série de transformations majeures dans l'espace des villes : une évolution vers une centralité accrue reconnue à l'habitant conçu comme individu autonome et mobile, ayant avec son espace de vie un rapport basé sur l'utilité ; une normalisation progressive des espaces ; un renforcement de la détermination fonctionnelle des espaces avec une catégorisation de tous les espaces perceptibles ; un renforcement de la frontière public-privé avec l'accroissement de la protection de la propriété privée.

La « ville garantie » ainsi définie implique que tout espace qui échappe à la mise en forme selon les standards de qualité de l'espace urbain devient potentiellement problématique voire dangereux.

Il s'agit, selon Breviglieri, de l'érosion d'un pluralisme anthropologique de l'espace urbain qui est en cours. Erosion qui est en relation avec la progressive marginalisation de certains modes de mise en valeur de l'environnement, notamment par l'attachement et par « l'habiter ».

C'est sur cette érosion d'un pluralisme anthropologique que - selon Breviglieri - se joue une question de justice majeure, ainsi qu'un moteur de critique important. Cette critique néanmoins a du mal à être identifiée et à se faire reconnaître dans sa spécificité. La question de justice se joue en fait non simplement sur un discours de « mixité » de styles de vie différents, mais de modes d'expérience et d'usage de l'espace de la ville.

On est donc confrontés dans le cas de Breviglieri à une autre manière de définir l'injustice socio-environnementale par rapport au cas discuté par Bordreuil. Dans le cas de la Nouvelle-Orléans, l'injustice socio-environnementale se définit à partir d'une idée de justice distributive : c'est à dire, il s'agit de l'injustice dans la distribution de coûts et bénéfices environnementaux parmi des groupes sociaux. Des groupes sociaux, par ailleurs victimes d'inégalités distributives, subissent une inégalité environnementale. Cette manière de concevoir l'inégalité socio-environnementale (l'injustice distributive socio-environnementale) est un moteur important des mobilisations qui se reconnaissent dans le mouvement pour une « justice environnementale ».

Cette manière de concevoir la justice environnementale doit néanmoins être complétée par une approche qu'on dira « d'injustice socio-environnementale ordinaire ».¹¹ Il s'agit d'une approche qui part d'une prise en compte de l'environnement, non seulement comme ressource, mais comme « milieu » qui participe de la construction de la personne. La perspective de la « vie ordinaire » permet de reconnaître qu'il y a des capacités de la personne qui sont dépendantes de l'existence d'un milieu, et des biens que ce milieu assure, au sens d'un environnement approprié sur la base de la familiarité, dans lequel se donne (et se reçoit) la sollicitude et s'exprime le souci. Ce milieu existe à l'abri de toute standardisation possible, étant le produit d'une familiarisation et habitation réciproque d'un être (unique) avec son environnement.

¹¹ Whitehead, M. 2009. « The Wood for the Trees: Ordinary Environmental Injustice and the Everyday Right to Urban Nature ». *International Journal of Urban and Regional Research*, 3, 33 : 662-681.

Il s'agit là de mettre en relation la justice (distributive) environnementale avec une perspective de justice basée sur la reconnaissance de modes d'engagement pluriels avec ses environnements, y compris des modes qui impliquent de transformer l'environnement en milieu qui participe de notre personne. Il s'agit alors de prendre pleinement en compte le rôle que l'attachement à l'environnement, les rapports à l'environnement sur la base de la familiarité et de l'habitation, joue pour l'exercice des capacités (y compris des capacités d'autonomie) et pour le *flourishing* de l'être humain. Il s'agit également de prendre en compte le rôle que ce type d'engagement peut jouer dans le surgissement de pratiques soutenables du point de vue environnementale.

Il s'agit donc de penser la justice à partir d'une prise en compte de l'être humain comme « être dans le milieu », qui dépend de son milieu (en étant donc constitutivement vulnérable) et qui se lie à son milieu. Il s'agit donc de penser une justice non pas simplement de l'accès aux ressources environnementales, mais une justice des modes pluriels d'être dans l'environnement, et des modes pluriels qu' a l'environnement de compter pour la personne et pour la collectivité.¹² La reconnaissance que l'environnement est un « lieu » (a *place*, en anglais) nous invite à penser la justice environnementale sous l'angle de la participation de l'environnement à la construction de la personne et de la communauté.

De l'injustice socio-environnementale ordinaire aux « utopies modestes » de la transition écologique

Un dernier volet soulevé par le projet, a été celui d'explorer la relation entre cette idée « d'injustice socio-environnementale ordinaire » et des formes d'action individuelle et collective qu'on observe aujourd'hui dans nos sociétés et qui visent à créer des lieux communs d'attachement comme point de départ d'une revendication critique de manières différentes de concevoir le travail, la consommation, la mobilité.

Dans l'univers varié et complexe des acteurs de la *transition écologique*, il se joue un changement important des utopies politiques. Les utopies seraient aujourd'hui « essentielles et modestes », au sens où elles visent « à sauver ce qui nous reste et à garantir l'abri terrestre » (Breviglieri). Ces utopies dites « réalisables » sont loin des communautés autarciques et libertaires des années 1960-1970 et de l'activisme radical (qui s'est révélé épuisant). Il s'agit d'un engagement politique qui refuse les étiquettes d'activisme et militantisme et qui se tient sur des lignes paradoxales.

Dans ces initiatives il s'agit fréquemment d'individualités qui cherchent à se rendre à nouveau dépendantes, au sens de modifier leur rapport à l'espace, au temps et aux autres dans le sens d'un ancrage et d'une limitation de la mobilité. Il ya une tension dans ces initiatives « d'utopie modeste » entre cette nécessité d'ancrage dans un espace local, et, de l'autre, des ressources puissantes de mobilité. Il y a la nécessité d'articuler des bienfaits propre à la dimension locale et les bénéfices de la mise en connexion (parfois à l'échelle globale). Il faut préserver des projets endogènes, faire avec ce qu'on a, récupérer des savoirs traditionnels, mais également se brancher sur des réseaux internationaux. Ces « utopies réalisables » ne cherchent pas à produire des espaces imaginaires, mais elles sont marquées par une quête plus modeste de *rendre des espaces communs disponibles à l'imaginaire*. Dans cet espace à nouveau disponible à l'imaginaire, il y a des possibilités d'expérimenter de nouvelles formes de « mise en commun », et de faire germer des formes de critique (Breviglieri).

Quel rapport entre ce débat et la question de l'adaptation qui nous intéresse?

¹² Un dialogue serait à développer avec l'approche de Martha Nussbaum des *capabilities* et également avec les éthiques du *care*.

La piste que le projet ouvre est d'aller étudier des initiatives d'utopies « essentielles et modestes » comme des réponses à des contraintes adaptatives liées à la crise environnementale (mais également socio-économique) qui exemplifient le type de réponse que on a défini comme « ajustement ».

Il s'agit alors de voir comment ces acteurs (individuels et collectifs) font exister une contrainte adaptative qui implique une transformation de soi, de son quotidien, de sa relation à l'environnement et aux autres ; il s'agit également d'aller voir comment on met en relation ces pratiques ancrées localement avec une perspective politique plus large sur les problèmes dont il est question. Pour le dire simplement, il s'agit d'aller voir comment le lien local-global existe dans ces initiatives. Le manque d'une ouverture sur un horizon proprement politique peut faire glisser ces initiatives vers des formes de « survivalisme » autarcique (le phénomène des *preppers*), qui pourraient éventuellement être étudié pour comprendre les différences et les articulations entre « pensée de la transition écologique » et « pensée apocalyptique ».

Il s'agit également d'aller voir comment les deux formes de justice socio-environnementale définies dans le projet se présentent dans ces situations concrètes, et les tensions qui peuvent surgir. Il s'agit également d'aller investiguer la manière dont ces pratiques encadrent la réponse à des risques environnementaux, et si ces pratiques participent d'une réponse à ces risques qui pourraient être intégrée et mise en valeur dans le cadre d'une gouvernance des risques. Il est intéressant également de s'intéresser à ces « utopies essentielles et modestes » dans des contextes non-européens de crise socio-économique de croissance (comme celui de l'Inde).

Un exemple de ce qu'on peut concevoir comme « utopie essentielle et modeste » nous est offert par les projets développés depuis 2004 par Salima Naji, architecte et anthropologue franco-marocaine, en collaboration avec David Goeury, géographe. Il s'agit de projets architecturaux qui emploient des techniques traditionnelles de la région d'intervention et qui s'ouvrent à la collaboration et participation des propriétaires et des habitants des sites en question pour en penser les usages.

Naji a travaillé sur les techniques traditionnelles du bâti dans les zones sahariennes et pré-sahariennes du Maroc, et les a intégrées dans la réponse à des commandes architecturales publiques, dans ce contexte géographique marqué par une crise environnementale systémique, et une crise socio-économique aigue.

L'oasis saharienne a été un espace économique très performant jusqu'au XVII^e siècle. Le système économique était constitué autour de l'oasis comme espace de production agricole intégré à une route commerciale (route saharienne occidentale). Dans ce contexte économique, des formes architecturales se sont développées, qui utilisent des matériaux *in situ*. On parle à ce propos « d'architecture de collecte » basée sur la pierre, le galet, la terre, mais aussi le palmier. On utilise également beaucoup de main d'œuvre dans un système qui a longuement intégré le servage et l'esclavage. Cette architecture incorpore dans les solutions qu'elle adopte la prise en compte des conditions climatiques. Il s'agit également d'une architecture qui demande un entretien continu. Il s'agit donc d'une architecture ajustée à son environnement et qui demande dans les modes d'habiter une attention et un soin quotidiens du bâti.

Aujourd'hui les oasis connaissent une crise systémique, liée entre autres choses à des conflits frontaliers qui produisent une frontière étanche (là où il y avait toujours eu perméabilité) et une instabilité politique qui s'accompagne de violences civiles. La crise agricole qui frappe les oasis est liée pour sa part à la diffusion d'une maladie du palmier. Tout ça a produit une désorganisation des structures sociales, des migrations, et un sous-emploi diffus. Les organisations traditionnelles qui faisaient vivre le collectif ont été progressivement vidées de tout pouvoir. Ces organisations sont marginalisées au profit d'organisations de régime, organisations « normalisées », qui assurent le fonctionnement d'un système de contrôle centralisé. Une révolution architecturale a eu également lieu, à partir de la diffusion de modèles architecturaux exogènes (avec l'utilisation massive du

béton), dans les maisons privées (où l'adoption du modèle exogène est vu comme signe de prestige) mais également dans les marchés publics, au nom de standards qui doivent être assurés dans l'espace public. De là, une négligence et un oubli progressif des matériaux et techniques traditionnels. Mais également, comme résultat, des bâtiments dont l'adaptation aux conditions climatiques se fait au prix d'un niveau de consommation énergétique insoutenable.

Les projets de Naji ont ciblé d'abord la récupération et rénovation de bâtiments importants dans l'histoire de la vie collective de la région saharienne, donc des espaces légitimes d'intervention patrimoniale : les greniers collectifs. C'est dans ce programme de récupération de greniers collectifs qu'une méthodologie d'intervention s'est précisée, à partir de la constitution de « chantiers participatifs de récupération ». Ces chantiers ont été pensés comme des lieux de transmission de connaissances sur des techniques traditionnelles de construction. Ils ont également offert une opportunité pour alimenter des dynamiques collectives et amener les personnes à réoccuper et s'approprier des espaces délaissés, pour les investir avec de nouveaux projets de valorisation sociale, culturelle et économique. Le chantier a également représenté une occasion de travail rémunéré pour les hommes du lieu. Le coût d'ensemble des travaux a néanmoins été maintenu bas, par l'utilisation de cette « low technology ». Le projet lie donc des œuvres de récupération à un projet de participation des travailleurs, et plus largement de la population concernée, à la définition des usages des lieux ainsi récupérés.

Les travaux de réhabilitation des greniers collectifs ont permis ensuite à Naji de candidater pour la réhabilitation du Ksar d'Assa, où le ksar est un ensemble fortifié caractéristique de la région au nord du Sahara. Ici le travail de récupération a permis de faire démarrer des projets de réappropriation d'espaces fédérateurs, tel le théâtre de plein-air ou la mosquée. Cette réappropriation est allée de pair avec la revitalisation de patrimoines musical et religieux locaux, et le développement d'un accueil touristique. La logique a été celle de prendre un espace délaissé, le réhabiliter et le rendre appropriable par plusieurs. Cela, à partir des travaux de récupération et ensuite du besoin d'entretien fréquent (sinon continu) que le bâti demande selon les techniques traditionnelles. Ces activités d'entretien, qui impliquent potentiellement tous les habitants dans le soin des lieux publics, alimentent et demandent un attachement au lieu et de l'attention. Il faut dire que, vis-à-vis de ces techniques traditionnelles de construction, il y a eu la nécessité d'abord de restaurer une « confiance culturelle ». Comme l'écrit Naji, ces techniques étaient considérées comme héritage d'un passé pauvre et de sous-développement. Un moyen important de réévaluer ces techniques a été de valoriser les possibilités expressives, artistiques et créatives, que cette architecture permet.

La réhabilitation de ces bâtiments devient donc l'occasion de « remettre en mouvement du collectif sous de nouvelles formes » (Naji), de repenser un tissu associatif dans la continuité des institutions traditionnelles (et en collaboration avec elles). Il s'agit alors de faire en sorte que les espaces restaurés soient en premier lieu « tournés vers la population locale, mais également sa vaste diaspora désireuse de connaître ses origines, la mise en tourisme internationale venant se greffer au mouvement sans en être l'unique moteur » (Naji).

Naji est aujourd'hui en train d'appliquer cette méthodologie de travail et cette philosophie de l'intervention architecturale sur des bâtiments publics, telles des écoles.

Le travail de Naji – que on pourrait qualifier comme un exemple de « militantisme architectural » - nous permet d'analyser une manière de concevoir l'intervention architecturale de façon ajustée à son contexte social et environnemental. Cet « ajustement » passe par une réponse à des contraintes adaptatives via une logique de *collaboration* avec le monde social et matériel entourant. On fait avec ce que on a autour de soi. L'ajustement implique de trouver des réponses qui ne séparent pas accommodement et adaptation - le « faire avec » et le conformer - ainsi dessinant des réponses adaptatives qui tout en étant dépendantes des conditions du contexte local

permettent la réalisation d'objectifs individuels et communs qui peuvent s'ouvrir sur une communauté plus large. Ces objectifs communs sont définis à partir de la prise en compte des usages et des fonctions variés des environnements, non sans conflits entre les acteurs impliqués. Ces acteurs, loin d'être simplement des « stakeholders », sont également des travailleurs, des usagers, des personnes attachées à leur environnement. Rendre justice de cette pluralité d'engagements avec l'environnement dans la manière de définir et répondre à une contrainte adaptative montre toute la complexité de la tâche d'évaluer ce qui compte comme « bonne adaptation ».

Synthèse des résultats et développements ultérieurs envisagés

Le projet Arise-Urb a permis d'esquisser un premier cadre pour analyser sociologiquement l'« adaptation », dans le sens où ce terme est employé aujourd'hui dans l'expression « adaptation au changement climatique ». L'idée développée a été celle de définir un cadre d'analyse de « l'adaptation à l'environnement » à partir d'une approche pragmatique basée sur la prise en compte de l'action comme dynamique - ou engagement, au sens donné à ce concept par Laurent Thévenot - entre un être/organisme et son environnement. L'adaptation a été alors définie dans ce cadre comme la réponse à une *contrainte adaptative*, cette dernière étant entendue comme la mise en forme d'un trouble persistant qui crispe la dynamique entre organisme/environnement, ainsi affectant des biens et des capacités que cette dynamique permet de maintenir. Cette crispation fait surgir un horizon d'adversité et d'effondrement (potentiellement catastrophique).

L'entrée pragmatique a permis de mettre en lumière *les enjeux politiques et moraux* recelés dans l'idée « d'adaptation au changement climatique », qui sont étroitement en relation au pluralisme des biens entretenus dans les différents modes de relation de l'être à son environnement. De là, la nécessité de mettre en relation une interrogation sur la « bonne adaptation » et le débat plus général sur la prise en compte de la pluralité de valeurs environnementales dans la *décision publique*. La réflexion sur les problèmes d'incommensurabilité devrait donc s'imposer comme une réflexion centrale en matière d'adaptation au changement climatique. Cela notamment sous l'angle d'une critique des instruments de la décision publique qui ont tendance à promouvoir une commensurabilité généralisées des enjeux comme gage de légitimité de la décision - l'exemple plus clair de cette famille d'instruments étant celui de l'analyse coûts-bénéfices.

Envisager l'action comme engagement et coordination avec l'environnement nous a conduit également à souligner l'importance - à côté d'une *justice environnementale de la distribution* des biens et ressources environnementaux – d'une *justice environnementale « ordinaire »*. Cette perspective cherche à prendre en compte dans une interrogation sur justice et environnement le fait que l'environnement est aussi milieu et lieu qui participe à la construction de la personne et de la communauté politique, à partir d'attachements, usages de proximité et familiarité. Ces attachements sont constitutifs de capacités individuelles et collectives, et ils constitue l'environnement en unique spatio-temporel. Une entrée dans la question environnementale comme question de justice à partir d'une perspective des capacités mais également d'une perspective de « vie ordinaire » de/dans les environnements semble donc prometteuse.

La *définition de ce qui compte comme contrainte adaptative* a émergé dans le cadre ainsi dessiné comme le processus social crucial à enquêter. Qui et comment fait exister une contrainte adaptative ? En privilégiant quels types de biens et capacités ? Quels rapports entre expérience sensible et mise en forme experte de la contrainte ? Les lieux et les acteurs de la définition de la contrainte adaptative sont pluriels. Il s'agit alors de comprendre comment on arrive à mettre en commun une même contrainte adaptative ; ou, pour le dire autrement, comment la contrainte est mise en forme de manière à être partagée et communiquée. Un aspect que le projet n'a pas abordé (et qui ouvre donc sur des développements ultérieurs) est celui d'enquêter sur *le pouvoir de définition de ce qui*

doit compter, collectivement, comme contrainte adaptative et le rôle que jouent dans ce processus les imaginaires et les représentations du futur.

L'autre contribution du projet a été de porter l'attention sur le fait qu'il y a des réponses différentes à une même contrainte adaptative. On a repris ici la distinction opérée par Dewey entre *accommodement*, *adaptation* et *ajustement* et on a proposé de l'utiliser pour définir des manières différentes de répondre à une contrainte adaptative. Ces réponses se distinguent par rapport aux aspects suivants : sur qui fait-on peser le changement nécessaire au maintien des capacités et des biens face à la contrainte adaptative, sur l'être (*accommodement*) ou sur l'environnement (*adaptation*) ; la dimension partielle (*accommodement* ; *adaptation*) ou générale (*ajustement*) de la révision de la relation être-environnement qui est ainsi opérée.

Ce cadre d'analyse a été ensuite soumis à discussion. De cette discussion a émergé l'intérêt pour la construction d'un cadre qui permette d'évaluer différentes issues face à une même contrainte adaptative. Quels critères donc pour l'évaluation de l'issue adaptative ?

De cette première discussion on a tiré des éléments qui montrent comment les issues adaptative d'ajustement sont marquées par un degré plus élevé de prise en compte de la pluralité des biens et capacités qui comptent pour la définition de la contrainte adaptative. Les issues d'ajustement sont marquées par une combinaison d'éléments d'accommodement et d'adaptation, tout en accompagnant également la reformulation de fins collectives (et donc de la contrainte adaptative initiale). Les réponses de pure adaptation accompagnent normalement des situations où il y a une certaine fixité et rigidité dans la définition de la contrainte adaptative, au sens où la contrainte est imposée par rapport à des biens et des finalités collectifs qui ne sont pas ouverts à une révision. Les réponses d'adaptation - qui se basent sur une idée de maîtrise de l'environnement et de sa transformation active - demandent ensuite des accommodements (« il faut s'adapter à l'adaptation »). C'est le cumul d'accommodements qui peut aider à expliquer les situations d'effondrement individuel (le cas extrême des suicides des agriculteurs en Inde) et environnemental (les crises sanitaires liées aux pollutions). Un développement souhaitable de la recherche est celui d'approfondir l'accommodation, l'adaptation et l'ajustement sous l'angle de *leur rapport avec la décision publique, avec des questions de justice environnementale, et également sous l'angle de leur impact écologique*.

Le projet a permis la constitution d'un groupe interdisciplinaire interne aux SHS. Le problème reste de comment promouvoir un élargissement interdisciplinaire avec des sciences de l'environnement. Il s'agit également de penser l'articulation de ce cadre d'analyse avec l'espace de la construction d'indicateurs et métrologies qui soutiennent la décision publique, en promouvant un travail interdisciplinaire sur les indicateurs environnementaux et leur place dans l'espace de la décision. Cela, néanmoins, dans un cadre partagé qui reconnaît les limites de toute quantification dans la capacité de « mettre en forme » la pluralité des rapports à l'environnement.

Cela peut paraître une remarque « poétique » ou naïve. Les efforts de la recherche sur l'environnement – et également des acteurs mobilisés sur des questions de justice environnementale – sont aujourd'hui pour la plupart orientés pour donner une prise collective sur les problèmes environnementaux au moyen de la quantification et de la commensuration. Il est alors important de réfléchir à comment assurer une prise en compte des modes de connaître et de mettre en valeur l'environnement qui échappent à la possibilité de la normalisation et de la quantification, mais qui, loin de rester confiné à l'expérience personnelle et subjective de l'environnement – comme on pourrait le croire – constituent des cadres communs et partagés à partir desquels se construisent des modes de « faire du commun » dans un environnement. En évoquant l'idée d'une perspective par « la vie ordinaire des espaces » c'est ce développement que le projet a tenté impulser.

Il s'agit néanmoins d'un verrou qu'il semble difficile de faire sauter et qui soulève des interrogations sur comment construire des collaborations porteuses avec les sciences de

la nature mais également avec l'économie et la science politique. Par « porteuses », j'entends des collaborations qui prennent en compte la place de modes de relation à l'environnement qui le construisent comme lieu d'attachement. La contribution de ces modes de rapport à l'environnement pour en assurer une durabilité écologique est peu explorée.

Un dernier développement du projet a été celui de mettre en relation l'interrogation sur l'adaptation avec des « *utopies essentielles et modestes* » (selon la définition donnée par Marc Breviglieri). Ces utopies aujourd'hui se multiplient. Elles font exister à l'échelle locale des modes de réponse à la crise environnementale et socio-économique qui se fondent sur la création ou récupération de *lieux communs d'attachement* comme point de départ d'une revendication critique de manières différentes de concevoir le rapport à l'environnement (en y incluant le travail, la consommation) et aux autres. Ces manières différentes de concevoir la relation à l'environnement et aux autres se basent sur la valorisation de la familiarité, de la proximité, de la dépendance mutuelle dans l'environnement local.

L'exemple de l'activité de récupération du patrimoine architecturale du Ksar d'Assa – ville oasis en milieu désertique, au Maroc – montre comment l'architecte-activiste Salima Naji utilise le recours à des techniques traditionnelles de construction (une architecture dite « de collecte ») pas seulement pour réhabiliter des bâtiments de façon à en assurer l'ajustement à des conditions climatiques particulières. Il s'agit également de lancer une dynamique locale, en impliquant les habitants dans les travaux de récupération et en faisant de la réhabilitation l'occasion de récupérer, au delà du patrimoine matériel, un patrimoine de savoirs locaux et de métiers, et aussi de traditions (liées à la musique et à la religion).

Cette orientation à récupérer des savoirs locaux et, plus en général, cette orientation à développer des formes de faire et travailler « en commun » qui se basent sur la « collaboration » et l'ajustement avec l'environnement local, créant ainsi des « écosystèmes sociaux » (Renou) relativement étanches¹³, est partagée par nombre d'initiatives plus ou moins militantes, au Nord comme au Sud de la planète.

Un développement envisagé de la recherche est donc celui d'étudier des initiatives de *permaculture* (en France, Italie, Espagne et Portugal) et de les analyser comme une réponse d'ajustement à des contraintes adaptatives formulées en relation à des scénarios de crise socio-économique et environnementale (les questions de la sécurité alimentaire et du changement climatique sont ici centrales).¹⁴ La permaculture étant un phénomène diffus à l'échelle planétaire, ce cas se prête également à approfondir comment la dimension de l'ancrage local et de la fermeture sur le local s'articule dans ces situations avec l'intégration dans des réseaux internationaux. Il s'agira également d'approfondir comment ces expériences peuvent être « capturées » par des mouvements politiques d'orientation différente (anarchiste, neo-fasciste, neo-libérale). Il sera aussi question d'observer à partir de ces cas d'étude comment, dans ces utopies « essentielles et

¹³ Cela de façon à protéger les communautés ainsi constituées d'un trop haut degré de dépendance aux marchés mondiaux de ressources et de bien.

¹⁴ La notion de permaculture a été développée à partir de la fin des années 1970 par deux biologistes australiens, Bill Mollison et David Holmgren. Avec ce mot, il s'agit de promouvoir une forme d'agriculture utilisant au maximum l'action spontanée de plantes et d'animaux, en vue de limiter l'intrusion humaine, en obtenant des résultats générant un minimum de déchets. Au final, en imitant les écosystèmes complexes qui existent à l'état sauvage, la permaculture vise à allonger et à diversifier les chaînes d'interdépendance entre espèces et à réinscrire l'activité agricole de production de denrées alimentaires dans une attention à son caractère soutenable sur la longue durée.

modeste », la dimension distributive de la justice environnementale s'articule avec la dimension « ordinaire », dans des contextes inégalement frappés par la crise économique.

Une proposition d'ANR a été soumise en collaboration avec Gildas Renou de l'Université de Strasbourg dans le cadre du dernier appel à projets, sous le défi « Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique ». Le projet SYMBIOS (*Les mouvements sociaux pour la transition vers une société sobre. Sensibilisation, transmission de savoirs, expérimentations sociotechniques et communautés de coopération*) veut contribuer à la compréhension des appropriations localisées des enjeux d'une gestion sobre des ressources et les issues adaptatives qui sont donnée à cette contrainte. Un aspect qui pourra être approfondi, si notre proposition est retenue, est celui de comment ces pratiques nouvelles d'utilisation du sol (en cadre urbain et rural) ont ou pas un impact sur la dynamique des risques environnementaux, sur la réduction/accroissement de la vulnérabilité sociale et, plus en général, sur des questions de justice environnementale.

Le projet Arise-Urb montre tout l'intérêt, dans le champ des études sur les risques, d'un glissement conceptuel de la vulnérabilité sociale à la justice environnementale, glissement qui, d'ailleurs, c'est déjà opéré chez de nombreux auteurs adoptant une perspective d'écologie politique et travaillant dans des pays du Sud, tel Marcelo Firpo Porto, au Brésil. Le passage d'une simple prise en compte de la taille des événements naturels pour appréhender un risque, à l'introduction dans le cadre d'analyse d'éléments de vulnérabilité sociale pour arriver finalement à formuler des questions d'injustice environnementale, montre la construction progressive d'une interprétation des situations de crise environnementale comme directement liées à des formes d'organisation et de développement sociaux et économiques, mais également à des modèles anthropologiques dominants. C'est là, à mon avis, un des enjeux centraux de la recherche sur les risques environnementaux.

Liste des activités du projet et valorisation

De 05/2013 à 11/2013 : travail de collecte et analyse de littérature scientifique dans le cadre d'un groupe de travail monté au Lames (Laura Centemeri et Jean Stéphane Borja, avec la collaboration de Nicolas Meunier et Samuel Bordreuil). Définition du cadre d'analyse du projet.

05/2013-06/2013 : participation à un workshop international à l'université de Tampere et à la conférence de l'ESEE à Lille, où des travaux en relation avec Arise-Urb ont été présentés.

08/2013 : un terrain exploratoire au Portugal sur les questions de risque d'érosion des côtes, en collaboration avec le CES de Coimbra (Eduardo Basto)

10/2013-11/2013 : réunions de travail à Paris avec Gildas Renou pour l'élaboration de la proposition du projet ANR SYMBIOS.

11/2013 et 12/2013 : Organisation de deux workshops/journées d'étude à l'Iméra de Marseille avec la participation des autres membres de l'équipe (Anne Tricot, Marc Elie, Séverine Durand, Marc Breviglieri, Blandine Ripert). Il y a eu l'impossibilité de participer aux activités du projet par Sandrine Rivet et Layla Raid. David Goeury, géographe travaillant au Maroc, a rejoint le consortium.

Publications

Centemeri L. forthcoming "Reframing problems of incommensurability in environmental conflicts through pragmatic sociology", *Environmental Values*, accessible online :

(<http://www.erica.demon.co.uk/EV/EVpapers.html>)

D'autres papiers sont en préparation :

Avec Gildas Renou (SAGE, Université de Strasbourg), « “All the Things You Are”.How to Investigate Sociologically Human Dependence on Familiar Things and Places », paper proposal accepté pour présentation à l’ISA conférence 2014 de Yokohama.

Avec Eduardo Basto (CES, Portugal), « How to communicate the risks of coastal erosion? A perspective from the everyday life of coasts in Portugal », proposition d’article (retenue) et à soumettre à évaluation pour publication dans “ESSACHESS – Journal for Communication Studies”.